





Faits saillants de l'étude sur l'état des infrastructures municipales du Québec

Contexte de l'étude

Contexte

La présentation suivante est une synthèse des constats de l'étude sur les infrastructures municipales, effectuée pour le compte de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) par Deloitte et E&B Data. L'interprétation de ce document-synthèse ne serait être complète sans une lecture du rapport préparé par Deloitte pour l'UMQ.

Les investissements en infrastructures ont été à leur plus bas dans les années 1990, dans un contexte fiscal difficile. En 2003, l'Union des municipalités du Québec, alarmée par la détérioration des infrastructures municipales, a mandaté le *Conference Board of Canada* afin de faire la lumière sur l'état du déficit en infrastructures. Depuis 2007, les différents paliers de gouvernement ont accru de manière significative leurs investissements. Dans ce contexte, il devenait essentiel de porter un regard actualisé sur la situation des infrastructures municipales au Québec.

Objectif de l'étude

Objectif de l'étude

Faire un état de la situation des infrastructures municipales au Québec en tenant compte des investissements des dernières années. Précisément, l'étude vise à atteindre les trois objectifs suivants :

- Établir le bilan des investissements réalisés de 2008 à 2014 dans les infrastructures municipales et évaluer la contribution financière nette des trois paliers de gouvernement
- Évaluer l'impact des investissements en infrastructures des dernières années sur le déficit passé, et projeter l'état de ce déficit en respectant la méthodologie du Conference Board du Canada.
- Évaluer et connaître les besoins futurs des municipalités en infrastructures.

Contributions financières effectives des trois paliers de gouvernement

Le modèle intersectoriel pour évaluer les contributions financières effectives des trois paliers de gouvernement



L'objectif était d'estimer la contribution financière nette de chacun des trois paliers de gouvernement en se basant sur une quantification des dépenses historiques et prévisionnelles relatives aux infrastructures municipales selon les sources de financement et la destination des dépenses (ex. : travaux routiers et autoroutiers) et en utilisant une simulation par le biais du modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec.



Les dépenses totales d'infrastructures municipales sont évaluées à:

- 29,9 MM\$ (\$ 2012) entre 2008 et 2014
- Dépense annuelle moyenne estimée à 4,3 MM\$
- Contribution annuelle moyenne fédérale de 556M\$, provinciale de 738M\$ et municipale de 2973M\$.

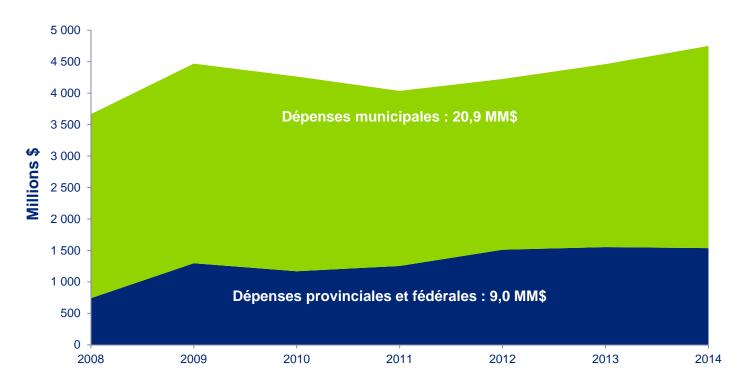


Les dépenses de programmes en infrastructures municipales sont évaluées à :

- 12,8 MM\$ (\$ 2012) entre 2008 et 2014
- Dépense de programmes annuelle moyenne estimée à 1,8 MM\$
- Contribution fédérale de 556M\$, provinciale de 738M\$ et municipale de 544M\$.

Selon le modèle utilisé, les municipalités assument la plus grande part des dépenses d'infrastructures municipales

Évolution des dépenses totales brutes d'infrastructures municipales pour les municipalités et pour les paliers de gouvernement provincial et fédéral - 2008-2014 (millions \$ constants 2012)



La contribution des gouvernements fédéral et provincial est de l'ordre de 30% des dépenses totales municipales.

En considérant les recettes fiscales, les municipalités ont assumé 76% de la charge financière totale

Contribution nette

- **Fédéral**: 3,9 milliards \$ d'investissement en terme de contribution brute, 1,2 milliards \$ de retours fiscaux, donc 2,7 milliards \$ en contribution nette. **Pour chaque dollar que le gouvernement fédéral a mis, il en a donc récolté à peu près 30 cents** en retours fiscaux.
- **Provincial**: 5,2 milliards \$ en terme de contribution brute, 1,4 milliards \$ de retours fiscaux, donc 3,8 milliards \$ en contribution nette. **Pour chaque dollar que le gouvernement provincial a mis, il en a donc récolté à peu près 27 cents** en retours fiscaux.
- 2,6 milliards de retours fiscaux totaux (fédéral et provincial).
- Les municipalités ont donc assumé la grande majorité de la charge financière totale effective (76%).

Création d'emploi et PIB

- Les dépenses en infrastructures municipales auront générés :
 - 220 000 emplois-années au total de 2008 à 2014
 - 20,9 milliards de dollars au PIB du Québec au total de 2008 à 2014

Actualisation du déficit en infrastructures municipales

Mise à jour de l'étude du Conference Board du Canada (CBC) sur le déficit en infrastructures municipales



En 2003, le Conference Board du Canada a réalisé une étude ⁽¹⁾ à la demande de l'Union des municipalités du Québec concernant la situation fiscale des municipalités (1978-2002).



Cette étude a notamment mis l'accent sur la situation en matière d'infrastructures municipales. Plus précisément, cette étude démontrait l'existence d'un déficit en matière d'investissement d'une valeur de 17,9 milliards de dollars.



En réponse à ce constat, les différents paliers de gouvernement ont réagi et augmenté de manière significative le niveau d'investissement en mettant en place plusieurs programmes.

(1) La situation fiscale des municipalités québécoises, Conference Board du Canada et Union des municipalités du Québec, mai 2003

La mise à jour l'étude du CBC par Deloitte évalue le déficit actuel à 34,2 milliards de dollars constants pour 2011

L'étude en chiffres – Le déficit		
Déficit à la fin de 2011	34,2 milliards de dollars constants	
Croissance annuelle moyenne de 2003 à 2011 (%)	3,96 %	
Croissance annuelle moyenne pour la période débutant en 2003 et se terminant en 2007 (%)	5,77%	
Croissance annuelle moyenne pour la période débutant en 2008 et se terminant en 2011 (%)	1,75%	

Les effets des programmes gouvernementaux sur les infrastructures ont eu un impact important sur le ralentissement de la croissance du déficit à partir de 2008

Pour bien saisir les enjeux de financement des infrastructures au Québec, il faut considérer d'autres éléments:

- Les composantes du stock de capital constituant les infrastructures municipales
- La valeur du stock de capital constituant les infrastructures municipales
- La valeur des investissements nécessaires en réhabilitation
- Le taux d'utilisation actuel des infrastructures en place
- La valeur de remplacement du parc d'actifs
- L'évaluation par les municipalités de l'état de leurs infrastructures

Certains de ces paramètres ont été évalués à partir d'un sondage auprès des municipalités participantes.

Sondage sur les infrastructures municipales

Les municipalités ayant participé au sondage représentent plus de 50% de la population

Caucus	# de questionnaires complétés	Population représentée par municipalités répondantes
Caucus 1 – Cités régionales	9	396 800
Caucus 2 – Municipalités de la métropole	18	2 850 000
Caucus 3 – Grandes villes	4	670 450
Caucus 4 – Municipalités locales	23	82 300
Caucus 5 – Municipalités de centralité	9	117 650
Total	63	4 118 000

Les valeurs présentées aux pages suivantes représentent une extrapolation des réponses des municipalités répondantes en pondérant par la population que celles-ci représentent.

Ces extrapolations permettent une évaluation approximative de la situation globale.

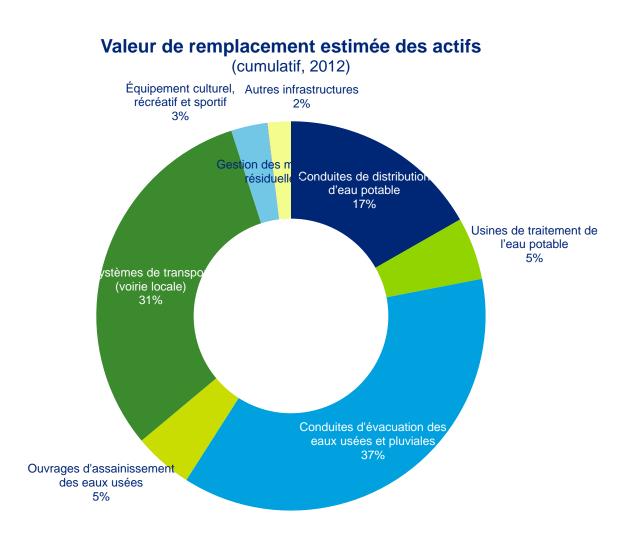
La valeur de remplacement estimée des actifs municipaux serait de l'ordre de plus de 200 milliards de dollars

Valeur de remplacement estimée des actifs

(en millions \$, 2012)

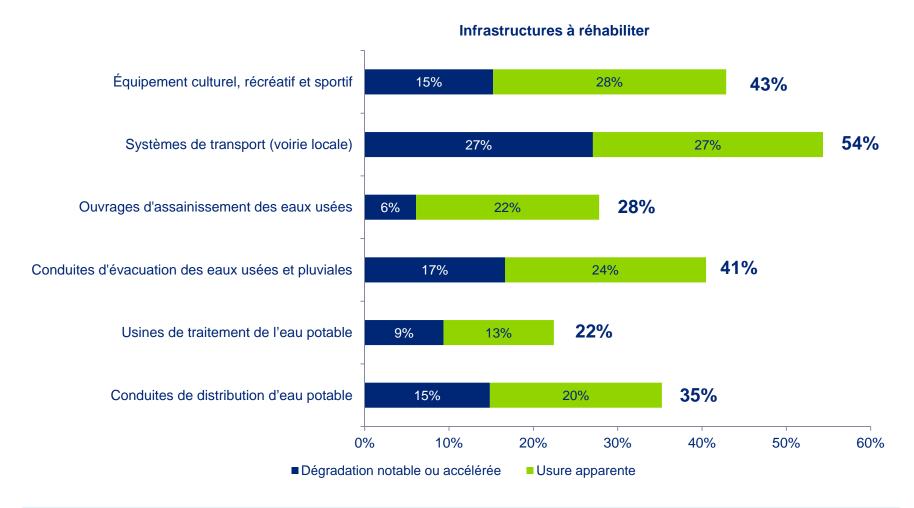


Les conduites d'eau et les systèmes de transport représentent près de 70% de la valeur de remplacement



14

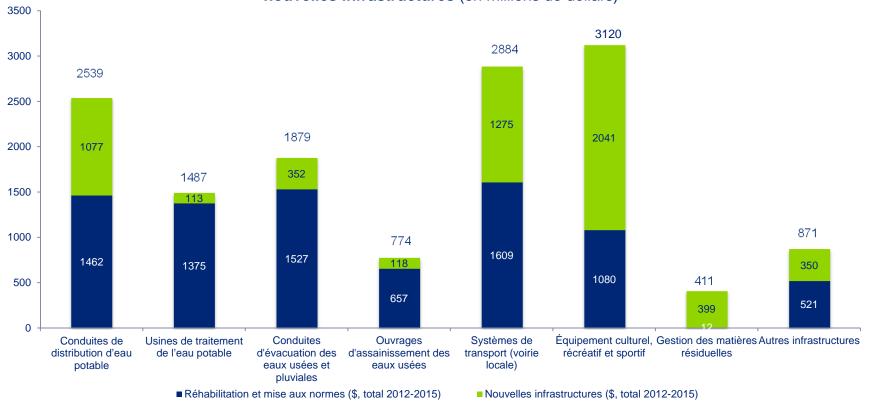
Les municipalités considèrent que la majorité de leurs infrastructures sont en bon état...



...mais que près de 40% sont à réhabiliter

Dans les trois prochaines années, les municipalités comptent investir près de 14 milliards en infrastructures municipales

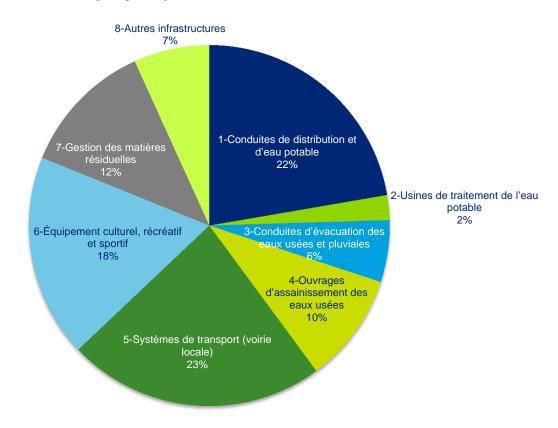
Cumulatif de l'investissement prévu pour les 3 prochaines années en réhabilitation / mise aux normes et en nouvelles infrastructures (en millions de dollars)



Au total, ce sont 8,2 milliards de dollars en investissement prévus pour la réhabilitation et la mise aux normes des infrastructures municipales (59%), et 5,7 milliards de dollars pour les nouvelles infrastructures (41%).

Les municipalités ont recensés un grand nombre de projets prêts à démarrer

Répartition des projets prêts à démarrer selon leur valeur



Les besoins des municipalités ne se limitent pas aux infrastructures liées à l'eau: la voirie locale et les équipements culturels, récréatifs et sportifs représentent plus de 40% de projets prêts à démarrer.

Deloitte.